

**Royaume-Uni - Attaque terroriste à
Londres - Lutte contre le terrorisme
- Point de presse de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères
(Londres, 05 juin 2017)**

Mesdames, Messieurs,

Avec Marielle de Sarnez, ministre des affaires européennes, nous avons tenu à venir ici à Londres pour marquer que la France se tient aux côtés du Royaume-Uni, touché pour la troisième fois en moins de trois mois par le terrorisme, après les attaques de Westminster et de Manchester.

7 morts, 48 blessés, 21 en état grave, nous voudrions à cet instant faire part de notre solidarité à l'égard de toutes les familles de ceux qui sont victimes de cet attentat, et dire aussi que nous sommes, Européens, tous concernés. Nous voulons marquer notre profonde compassion à l'égard des victimes et de leurs familles.

Pour ce qui concerne les victimes françaises, à cette heure, nous dénombrons une victime française décédée, 2 personnes disparues, ainsi que 8 blessés dont 4 dans un état grave, 4 blessés légers, dont deux qui ont pu sortir de l'hôpital aujourd'hui.

À dire aussi que nos services diplomatiques et consulaires se sont mobilisés dès les premières minutes après l'attentat. Ils ont travaillé à recenser les victimes, à les localiser, à leur apporter l'aide médicale et psychologique nécessaires. Tous les Français blessés qui ont été signalés au consulat ont reçu une visite des services consulaires. Leurs familles sont arrivées et sont auprès d'eux. Je voudrais remercier la qualité de l'action et le dévouement du personnel diplomatique et consulaire de Londres.

Je vais rencontrer Boris Johnson un peu plus tard ce soir, pour évoquer le renforcement des moyens de notre coopération anti-terroriste. Nous devons prendre des mesures conjointes, à la hauteur de la menace à laquelle nous sommes confrontés. L'une des urgences est de lutter contre la propagande et la radicalisation sur internet, véritable sanctuaire où les candidats au terrorisme s'alimentent, s'influencent et organisent leur passage à l'acte. À cet égard, je ferai part à Boris Johnson des initiatives qu'entend prendre la France, conformément aux engagements du président de la République, à l'égard de tels abus et à l'égard de l'utilisation abusive des messageries sécurisées.

Dans le même esprit, le renforcement de notre dispositif national de lutte contre le terrorisme doit bénéficier aussi à notre coopération. Le président de la République a souhaité la création

d'une «task force», centre national de contre-terrorisme, intégrée dans la coordination nationale du renseignement, et placée directement auprès de lui, qui devra être en mesure de réagir dans des délais très rapides. Cette «task force» dont les principes ont été déjà affirmés, et qui fera l'objet d'une communication du conseil des ministres mercredi, permettra d'avoir un dialogue plus approfondi avec un centre homologue qui existe déjà au Royaume-Uni.

Par ailleurs, nous devons continuer de poursuivre les terroristes de Daech et d'Al Qaïda dans leurs repères en Syrie et en Irak, et empêcher qu'ils n'étendent leur emprise sur d'autres zones, au Moyen-Orient, en Libye, et au Sahel. C'est un combat dans lequel nous sommes engagés, aux côtés notamment de nos partenaires britanniques, et la France est déterminée à mener ce combat jusqu'à son terme.

Mesdames et Messieurs, ce qui est en jeu, c'est la démocratie. Ce qui est en jeu c'est la liberté. Ce qui est en jeu c'est notre manière de vivre. Ce qui est en jeu ce sont nos valeurs, et contre ceux qui veulent tuer cette manière de vivre, cette liberté, cette démocratie, nous mènerons un combat très déterminé dans la solidarité avec nos partenaires. Je suis convaincu que l'ensemble des européens, singulièrement les britanniques et les français victimes là d'attentats récents visent la même chose que moi. Ils ne gagneront pas, et nous nous mobiliseront de manière très déterminée pour cela. Merci de votre attention.

Q - Monsieur Le Drian, qu'est-ce que vous pouvez faire pour renforcer cette coopération et sera-t-elle en danger lorsque le Royaume-Uni sortira de l'UE ?

R - D'abord la coopération en matière de sécurité avec la Grande-Bretagne est ancienne, très forte. Elle est matérialisée concrètement par les traités de Lancaster House et cette coopération militaire a fait l'objet d'un renforcement au cours des années qui viennent de s'écouler. Dans la mise en oeuvre de manière concrète des traités de Lancaster House, j'ai eu l'occasion de venir comme ministre de la défense à plusieurs reprises ici pour le manifester. Et notre coopération est concrète sur le terrain. Nous sommes ensemble dans la coalition contre Daech ; nous intervenons ensemble en Irak et en Syrie ; nous sommes ensemble en assistance à la force multinationale mixte qui lutte contre Boko Haram au Tchad et au Nigéria ; nous avons l'assistance des Britanniques pour d'autres opérations y compris au Sahel et puis la relation entre nos services de renseignement est tout à fait exemplaire. Il n'y a aucune raison que cela change puisque les accords concernant la sécurité sont des accords bilatéraux et vous avez pu entendre les autorités britanniques et les autorités françaises dire à de nombreuses reprises que la question du Brexit ne toucherait pas ces accords qui se poursuivraient.

Je vais redire cela tout à l'heure avec mon collègue Boris Johnson, ce qu'il faut c'est renforcer encore en tant que de possible les moyens de lutte contre le terrorisme, en particulier dans la lutte contre la radicalisation, mener des actions de prévention, ce qui est l'un des objectifs aussi que s'est donné la coalition qui s'est réunie à Copenhague il y a peu de temps, qui a décidé de faire un effort encore supplémentaire dans les moyens de prévention et dans les moyens d'action contre des propagandes menées en particulier sur Internet.

Q - Vous avez parlé de deux Français disparus, avez-vous leurs noms ? Est-ce que vous avez pu vous entretenir avec la famille ?

R - Nous sommes en relation avec la famille et pour des raisons de discrétion, à la fois à la demande des familles et aussi pour les raisons de l'enquête je ne peux dire que cela : il y a deux personnes françaises disparues.

Q - Pour les 4 victimes qui sont dans un état grave, qui sont toujours hospitalisées, de quoi souffrent-ils ?

R - Je ne fais pas de commentaires supplémentaires sur ce point ; je ne l'ai jamais fait ; je ne vais pas commencer aujourd'hui.

Q - Qu'est-ce que vous avez pu dire aux personnes que vous avez rencontrées tout à l'heure ?

R - Nous avons, avec Mme de Sarnez, évoqué ces moments dramatiques, nous avons fait part de notre empathie, de notre compassion à chacune des familles présentes. Quand avec beaucoup d'émotion, certaines racontaient les événements, d'autres étaient plus attristés par la disparition ou la mort.

Q - Vous avez évoqué des initiatives que vous voulez présenter à Boris Johnson. Est-ce que vous pouvez nous détailler un petit peu ces initiatives?

R - Il s'agit d'initiatives particulièrement confidentielles dans la lutte contre l'usage abusif d'internet. Comprenez que c'est préférable que cela reste limité aux services qui ont la charge de pourchasser.

Q - (inaudible)

R - Non je vais évoquer le point de la situation avec Boris Johnson tout à l'heure. Je me suis entretenu avec lui au téléphone hier soir. Il se trouve que j'étais hier soir et ce matin en Tunisie, précisément aussi pour mener avec les autorités tunisiennes des actions contre le terrorisme venant de Libye, donc nous sommes dans un combat qui n'est pas uniquement à mener sur nos propres territoires nationaux, mais en articulation aussi avec des pays de la région et plus largement puisque le terrorisme frappe jusqu'aux Philippines récemment. Il s'agit d'un combat mondial, dans lequel nous sommes là, victimes ici en Grande-Bretagne, antérieurement en France et en Allemagne, de manière particulièrement sanglante. La prise de conscience doit être internationale./.